

Des familles d'enfants français retenus en Syrie s'en remettent à l'Onu



Selon l'ONG Save the Children, environ 2500 enfants de toutes nationalités auraient été capturés avec leurs familles au fil de la déroute de Daech. AFP / DELIL SOULEIMAN

Par ROBIN KORDA

Trois avocats ont saisi le Comité des droits de l'enfant de l'Onu, accusant la France de ne pas respecter ses obligations.

Le dossier a de quoi embarrasser l'exécutif. Plusieurs familles ont déposé plainte contre l'Etat, ce jeudi, devant le Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Représentées par trois avocats, elles estiment que la France bafoue ses obligations en abandonnant des enfants français à leur sort en Syrie. « *La France a le devoir de préserver ses enfants d'un risque de mort, de famine, de torture, souligne M^e Marie Dosé. Or, des enfants, dont des orphelins, sont actuellement abandonnés dans les camps du Kurdistan syrien. Ils survivent dans une zone de guerre.* »

Prises en charge sanitaire

Pour l'heure, la doctrine de l'exécutif consiste à laisser les djihadistes français aux mains des pays où ils se sont rendus coupables d'exaction. Mais il entretient le flou sur le sort réservé aux enfants. En saisissant une instance sans réel pouvoir judiciaire, les familles, une cinquantaine d'oncles, tantes et grands-parents, espèrent faire réagir l'État. Et obtenir, a minima, des prises en charge sanitaires de ces derniers, voire un

rapatriement. « *Il est inenvisageable de les rapatrier seuls, tempère cependant Me Marie Dosé. Certains ont cinq ans. Ils ont passé la moitié de leur vie dans le chaos. Leur seul univers, c'est leur mère. On ne peut pas envisager de les séparer.* »

2500 enfants capturés

Pour la plupart, ces enfants ont été capturés par les forces locales en même temps que leurs parents djihadistes, au fil de la déroute de Daech. Selon l'ONG Save the Children, ils seraient environ 2500, de toutes nationalités, à avoir été placés dans trois camps du nord-est de la Syrie.

« *On ne sait même pas exactement combien d'enfants français sont concernés ! s'indigne M^e Marie Dosé. Tout juste parle-t-on d'une centaine d'enfants. Il est temps que la France joue la transparence et donne des informations officielles.* » Et de comparer, vertement, le « pays des droits de l'homme » à la très autoritaire Tchétchénie. **Ramzan Kadyrov**, connu pour sa poigne de fer à la tête de cet Etat russe, a mis en place une politique de retour pour ces enfants « *innocents* ». « *Personne ne leur a demandé où ils voulaient naître* », a-t-il souligné. À ce jour, 200 femmes et enfants ont été rapatriés en Russie. ■